

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mardi matin, 21 novembre 2017

Direction de l'instruction publique

19 2017.RRGR.207 Motion 088-2017 Wenger (Spiez, PEV) Plan de financement pour l'organisation des SwissSkills à Berne

N° de l'intervention: 088-2017
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 27.03.2017
Déposée par: Wenger (Spiez, PEV) (porte-parole)
Luginbühl-Bachmann (Krattigen, PBD)
Trüssel (Trimstein, pvl)
Bauen (Münsingen, Les Verts)
Cosignataires: 0
N° d'ACE: 1016/2017 du 20 septembre 2017
Direction: Direction de l'instruction publique

Plan de financement pour l'organisation des SwissSkills à Berne

Le Conseil-exécutif est chargé:

1. de s'engager pour que les SwissSkills aient régulièrement lieu à Berne;
2. d'élaborer un plan de financement avec les groupes intéressés;
3. de mettre à disposition les moyens financiers nécessaires.

Développement:

Il est réjouissant de voir que les SwissSkills 2018 se tiendront à nouveau à Berne. Pour les PME du canton, la promotion de la formation professionnelle est un point important. Par leur aspect médiatique, les SwissSkills offrent une vitrine indéniable à la grande diversité des métiers.

Il est cependant malheureux de constater que le financement pour l'organisation de l'édition 2018 est mal conçu et que la manifestation sera soutenue par le Fonds de loterie en dépit de son aspect récurrent et contrairement aux dispositions en vigueur.

Il est temps d'élaborer un plan de financement approprié et de mettre à disposition les moyens nécessaires pour organiser cette manifestation tous les quatre ans.

Réponse du Conseil-exécutif

Lors de la session de mars dernier, le Grand Conseil a arrêté à l'unanimité et sans abstention un montant de 1,6 million de francs pour l'organisation des SwissSkills 2018. Contrairement à ce qui est mentionné dans la motion, il s'agit d'une subvention unique et non d'une subvention récurrente, raison pour laquelle cette attribution est en accord avec la législation sur les loteries. Le Conseil-exécutif rejette donc la critique d'une préparation lacunaire.

Depuis la première organisation centralisée des Championnats suisses des métiers en 2014 à Berne, des changements ont été introduits au niveau de l'exécution et de la structure organisationnelle. Suite à l'évaluation des SwissSkills Berne 2014, la fondation SwissSkills, qui est en charge de la coordination des Championnats des métiers, a décidé d'élargir la marque Swiss-Skills. Elle ne doit plus seulement promouvoir les Championnats des métiers, mais également le succès et l'excellence de la formation professionnelle. Dans ce contexte, la structure organisationnelle pour la réalisation centralisée des Championnats des métiers a été modifiée. Désormais, la fondation sera mandataire et l'association nationale SwissSkills Marketing & Events nouvellement créée sera responsable d'organiser des championnats centralisés en collaboration avec des associations locales. Cette structure organisationnelle permet d'assurer des connaissances et des expériences spécifiques et de les rendre exploitables pour des manifestations ultérieures. Cela garantit une constance et une durabilité au niveau de l'organisation, ce qui permet à la manifestation de se tenir à d'autres

endroits également. Aucune autre procédure de mise au concours n'est cependant prévue pour l'instant.

Point 1:

Les Championnats suisses des métiers 2014 ont été organisés pour la première fois de façon centralisée à l'occasion des 10 ans de la loi fédérale sur la formation professionnelle (LFPr; RS 412.10) afin notamment de souligner l'importance de la formation professionnelle pour l'économie et la société. Une procédure de mise au concours avait été organisée au préalable, à l'issue de laquelle le canton de Berne avait été mandaté pour l'organisation. Compte tenu du succès rencontré par cette première manifestation et de l'intérêt persistant pour ce domaine, les Championnats des métiers vont de nouveau être organisés de façon centralisée en 2018. A cette occasion, il s'agira de déterminer si une telle manifestation permet de promouvoir sur une plus longue durée la formation professionnelle et si elle est finançable. Aucune procédure de mise au concours n'a été organisée pour l'édition 2018 afin que les connaissances acquises en 2014 puissent servir de façon optimale. Si, après l'édition de 2018, il est décidé d'organiser régulièrement cette manifestation, il est vraiment dans l'intérêt du canton de Berne que les SwissSkills restent à Berne. En tant qu'important prestataire de la formation professionnelle, le canton de Berne peut grandement bénéficier du rayonnement d'une manifestation telle que ces championnats. En l'organisant dans la capitale, cela profite au canton non seulement du point de vue de la politique de formation, mais aussi du point de vue économique. Il est également de notoriété commune que tant les cantons germanophones que les cantons francophones sont intéressés par l'organisation de tels championnats. En tant que ville fédérale située à la frontière linguistique et atteignable facilement depuis toutes les régions du pays, Berne présente des avantages considérables. Une candidature du canton de Berne semble par conséquent très pertinente.

Points 2 et 3:

Si, suite à l'expérience de 2018, les organes décisionnels choisissent d'organiser régulièrement les SwissSkills avec la nouvelle structure organisationnelle, il ne va pas de soi que l'organisation soit automatiquement attribuée au canton de Berne. Les nouvelles conditions générales permettent la tenue d'une procédure de mise au concours et le canton devra vraisemblablement de nouveau poser sa candidature. En ce qui concerne le financement, les expériences de 2014 ont montré que les organisations du monde du travail (OrTra) investissent des montants s'élevant à plusieurs dizaines de millions de francs dans l'organisation de ces championnats (surface de travail, coûts des compétitions) et que les autres frais pour l'organisation de la manifestation (organisation générale, sécurité, frais d'infrastructure, marketing, etc.) sont si élevés qu'il n'est pas envisageable de se reposer uniquement sur des sponsors privés issus de groupes intéressés et d'entreprises. Ainsi, il est indispensable de pouvoir aussi compter sur l'engagement de la Confédération, du canton et de la Ville de Berne. Si les SwissSkills venaient à être organisés sur une base régulière et que le canton de Berne souhaite continuer à les accueillir, ce dernier devra également s'engager financièrement au moment de la candidature. L'une des pistes de financement serait de recourir au compte de résultat. Néanmoins, selon la législation sur la formation professionnelle, le soutien d'une telle manifestation n'est pas possible. Aucune disposition dans la loi du 14 juin 2005 sur la formation professionnelle, la formation continue et l'orientation professionnelle (LFOP; RSB 435.11) ne permet au canton d'endosser la majorité des coûts d'une telle manifestation. Une nouvelle base légale serait donc nécessaire pour l'instauration d'un soutien récurrent. Il convient ainsi de prévoir le temps nécessaire pour ce processus législatif.

Si les milieux politiques sont prêts à allouer des moyens ordinaires de l'Etat à hauteur d'environ deux millions de francs pour cette manifestation, le Conseil-exécutif peut examiner la possibilité d'un financement via le compte de résultats. Une longue période s'étend entre la mise au concours, l'attribution et la réalisation de la manifestation. Il serait donc possible d'inclure les moyens financiers dans le processus de planification pour l'année de la réalisation. Compte tenu du programme d'allègement et de l'incertitude quant à l'attribution de la réalisation de la manifestation au canton de Berne, il n'est pas envisageable d'inscrire cette subvention étatique de façon prophylactique dans le plan financier et de développement du canton. Le Conseil-exécutif est également prêt à envisager des options de financement avec d'autres partenaires de la collectivité publique tels que la Confédération et la Ville de Berne, en plus des engagements privés.

Au vu de ces considérations, le Conseil-exécutif propose l'adoption sous forme de postulat.

Proposition du Conseil-exécutif:

Adoption sous forme de postulat

La présidente. Damit sind wir bei Traktandum 19. Es handelt sich um die Motion Wenger (EVP): «Finanzierungskonzept für die Austragung der SwissSkills in Bern». Ich erteile dem Motionär das Wort.

Markus Wenger, Spiez (PEV). Dass die SwissSkills wieder hier in Bern stattfinden sollen, wird an dieser Stelle wahrscheinlich nicht bestritten. Es sind vielmehr die Hintergründe zu diesem Geschäft, die uns wichtig sind. Sie erinnern sich sicher: Als wir die SwissSkills zum zweiten Mal in den Kanton Bern holen konnten, wurde ein Teil der Finanzierung über den Lotteriefonds abgewickelt. Deshalb ist es uns wichtig, auf der einen Seite klar den Auftrag dazu zu erteilen, sich für die erneute Austragung der SwissSkills in Bern zu engagieren. Zum zweiten sollte man sich rechtzeitig Gedanken zum Finanzierungskonzept für diesen Anlass machen. Denn es wird wahrscheinlich nicht ein drittes Mal möglich sein zu sagen, es handle sich um ein einmaliges Ereignis. Deshalb ist es wichtig, rechtzeitig mit den entsprechenden Partnern zu schauen, wie wir das bewältigen können. Das Gesamtbudget wird sich im Bereich eines zweistelligen Millionenbetrags bewegen, wie der Regierungsrat in seiner Antwort ja auch erwähnt. Die Organisation und das Umfeld dieses Anlasses haben sich verändert. Deshalb scheint es uns wichtig, das Ganze frühzeitig anzugehen. Die Stadt Bern und der Kanton Bern sind natürlich für die Austragung dieses Anlasses ausserordentlich geeignet, weil wir hier als KMU-Wirtschaftsstandort relativ nahe der Sprachgrenze mehrere Voraussetzungen dafür mitbringen, einen derartigen gesamtschweizerischen Anlass im Rahmen der Berufsbildung durchzuführen. Deshalb bitte ich Sie, diesen Punkten zuzustimmen und mitzuhelfen, dass dieser Anlass wieder hier stattfinden kann.

La présidente. Darf ich Sie bitten, Zweiergespräche draussen zu führen oder den Lärmpegel der Gespräche zu senken? Sonst höre ich gar nicht mehr, was der Redner hier vorne sagt. Gibt es Fraktionssprecherinnen, Fraktionssprecher? – Als erstes gebe ich das Wort der Sprecherin der SP-JUSO-PSA-Fraktion, Grossrätin Blum.

Christine Blum, Melchnau (PS). Im nächsten Herbst sollen diese Schweizer Berufsmeisterschaften nach vier Jahren zum zweiten Mal in Bern organisiert werden. Während fünf Tagen zeigen 75 Berufe ihr Können und ihre Qualitäten. Vermehrt sind auch Berufe aus dem Dienstleistungssektor bei dieser Meisterschaft dabei, wie etwa Fachfrau Gesundheit oder Fachfrau Betreuung. Das bedeutet aus meiner Sicht eine starke Aufwertung der Arbeit dieser Menschen. Die SwissSkills sind ein wichtiges Standbein in der Stärkung der Berufsbildung. Die Wichtigkeit hat der Grosse Rat ja bereits im März dieses Jahres mit der Annahme des Beitrags unterstrichen. Auch die Stadt Bern hat eine halbe Million für den Anlass im nächsten Jahr gesprochen. Es ist sicher unbestritten, dass es eine gute Sache und ein Gewinn für unsere Region wäre, wenn diese Veranstaltung regelmässig in Bern stattfinden würde. Weil es sich aber um eine nationale Veranstaltung handelt, scheint es mir richtig, dass man sich zuerst gemäss den Richtlinien dieser Organisation bewerben und nachher auch den Zuschlag erhalten muss, bevor man etwas finanzieren kann. Dies entspricht auch der Haltung des Regierungsrats. Unter diesen Bedingungen lässt sich diese Auslage natürlich nicht in den Aufgaben-/Finanzplan einbauen. Aber die Finanzierung über die Erfolgsrechnung sollte doch in Zukunft so sein, wie es der Regierungsrat in seiner Antwort verspricht. Es soll laut dem Regierungsrat möglich sein, dass es reicht, diesen Posten in den Prozess der Budgetplanung zu integrieren. Die nächste Veranstaltung wird voraussichtlich 2022 stattfinden, wir haben also noch etwas Zeit. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion folgt dem Antrag des Regierungsrats und will dieser Vorlage als Postulat zustimmen.

Annegret Hebeisen-Christen, Münchenbuchsee (UDC). Zur Vorgeschichte dieser Motion: Einer überwiesenen Motion meiner Fraktionskollegen Samuel Krähenbühl und Donat Schneider ist es zu verdanken, dass nach der Austragung der SwissSkills in Bern 2014 die SwissSkills 2018 auch wieder in Bern stattfinden. Der Regierungsrat wurde damals beauftragt, sich für die nächste Austragung in Bern bei den nationalen Gremien entsprechend stark zu machen. Dies ist dem Regierungsrat gelungen, und die Vorbereitungsarbeiten für die nächsten SwissSkills im September 2018 in Bern laufen. Punkt 1 der vorliegenden Motion verlangt, dass Bern regelmässiger Austragungsort der nationalen Berufsmeisterschaften wird und die SwissSkills damit alle vier Jahre in Bern stattfinden. Die SVP-Fraktion unterstützt die Forderung der Motion mit folgenden Argumenten: Bern ist die Bundeshauptstadt, und Bern ist ein Kanton mit vielen KMU, der entsprechend viele Ausbildungs-

plätze für Lernende angeboten. Bern ist sehr zentral gelegen und ermöglicht es Schülerinnen und Schülern sowie Besucherinnen und Besuchern aus der ganzen Schweiz, die Berufsmeisterschaften als Tagesausflug zu buchen. Das Messegelände Bernexpo mit der guten Infrastruktur eignet sich dank der hervorragenden Verkehrsanbindung bestens als Austragungsort, sei es mit dem öffentlichen oder mit dem motorisierten Individualverkehr. Der Kanton Bern als zweisprachiger Kanton kann den Röstigraben sozusagen ausschalten und so die Einbindung der Romandie stärken. Leuchttürme müssen nicht immer aus Beton sein – die SwissSkills sind ein Leuchtturm, der weit über den Kanton hinaus strahlt oder eben leuchtet. Da sich mittlerweile aber auch andere Kantone bewerben, wird es nicht einfach werden, die SwissSkills in Bern zu behalten. Ich hoffe aber sehr, dass sich der Regierungsrat dieses Leuchtturmcharakters bewusst ist und sich entsprechend stark bei den Entscheidungsträgern einsetzen wird.

Zu Punkt 2: Gemäss den Ausführungen des Regierungsrats werden nach den SwissSkills 2018 die Karten neu gemischt. Eine Vergabe des Anlasses an Bern sei nicht selbstverständlich. Die neuen Rahmenbedingungen würden ein Ausschreibungsverfahren erlauben, und der Kanton müsste sich für eine erneute Austragung bewerben. Der Regierungsrat ist sich gemäss seinen Ausführungen bewusst, dass der Anlass eine breite finanzielle Unterstützung benötigt. Heisst das, dass sich der Kanton Bern und die Stadt Bern an einer zukünftigen Austragung weiterhin finanziell beteiligen müssen? Es sei realistisch, die Mehrheit der Kosten über die OdA, sprich Branchenverbände, und/oder ein privates Sponsoring interessierter Gruppen oder Unternehmen zu finanzieren. Eine wiederkehrende Austragung der SwissSkills in Bern erfordert eine neue Rechtsgrundlage. Da wir wollen, dass Bern der Austragungsort für zukünftige regelmässig abgehaltene Berufsschweizermeisterschaften werden soll, braucht es ein sehr deutliches politisches Zeichen. Die SVP-Fraktion wird deshalb die Motion unterstützen. Wir sind sicher, dass es dem Regierungsrat möglich sein wird, die Gesetzgebung zur Finanzierung innerhalb der gegebenen Fristen anzupassen.

Zu Punkt 3: Die Motionäre fordern den Regierungsrat auf, die erforderlichen finanziellen Mittel bereit zu stellen. Dabei handelt es sich, wie wir glauben, doch nur um den Kantonsanteil, oder nicht? Dieser Punkt ist uns zu offen formuliert. Deshalb werden wir Punkt 3 in Form eines Postulats unterstützen. Erlauben Sie mir noch eine persönliche Bemerkung: Angesichts der Ausstrahlung der WorldSkills von Abu Dhabi und der Superresultate der Schweizer Delegation ist es unabdingbar, dass sich der Bund längerfristig mit einem ansehnlichen Betrag an den Kosten der Schweizer Berufsmeisterschaften beteiligt. Eine bessere Werbung für unser duales Bildungssystem gibt es gar nicht. Der Erfolg unseres Schweizer Bildungssystems hat sich im Erfolg unserer Teilnehmenden an den WorldSkills in Abu Dhabi widerspiegelt. Der Bund ist aus meiner Sicht hier also mehr als gefordert. Zusammengefasst wird die SVP-Fraktion den Vorstoss wie folgt unterstützen: Punkt 1 als Motion, Punkt 2 als Motion, Punkt 3 als Postulat.

Antonio Bauen, Münsingen (Les Verts). Ich kann gerade an das anknüpfen, was Grossrätin Hebeisen gesagt hat. «Historisch überragend – Schweiz räumt 20 Medaillen ab». Dies waren die Schlagzeilen während der Berufs-WM der WorldSkills in Abu Dhabi diesen Herbst. Es ist eine herausragende Leistung und gleichzeitig ein sehr gutes Zeugnis für die Berufsbildung in der Schweiz und im Kanton Bern. Einige dieser Medaillen kamen ja auch in den Kanton Bern. Mehr noch: Sie sind ein Zeugnis für die Kernkompetenzen der Schweiz, ein Werbespot für Know-how, Fertigkeit, Qualitätsbewusstsein und die Fähigkeit, diese Dinge auch in die Realität umzusetzen. Die SwissSkills sind eine sehr wichtige Veranstaltung in der Schweiz. Sie sind eine perfekte Plattform, um den Werkplatz des Kantons Bern, notabene eines der stärksten Industriekantone in der Schweiz, bekannt zu machen. Deshalb ist es sehr wichtig, dass die SwissSkills auch weiterhin im Kanton Bern stattfinden können. Wir stärken damit das Image unseres Bildungskantons und die Strukturen unseres Kantons, was wir ja dringend benötigen. Diese Chance gilt es zu packen. Dazu braucht es aber die nötigen Voraussetzungen: Rechtsgrundlagen und andere Dinge, vor allem aber Grundlagen für die längerfristige Durchführung solcher Veranstaltungen. Die Motion will diese Voraussetzungen schaffen. Ich bin deshalb von der Antwort der Regierung etwas enttäuscht. Wir vermissen darin das kompromisslose Engagement des Kantons, um sich so zu positionieren, dass er auch bei den nächsten Ausschreibungen die bestmöglichen Voraussetzungen hat, um für die SwissSkills den Zuschlag zu erhalten. Für 2018 ist dies ja zum Glück bereits der Fall, aber wir möchten diese Veranstaltung gern auch in Zukunft durchführen.

Bei einer Ausschreibung, wie es sie in Zukunft wieder geben wird, wird mit Sicherheit die Finanzierung ein Thema sein. Es ist deshalb dringend nötig, über ein Finanzierungskonzept zu verfügen. Die Ausschreibung wird oft recht kurzfristig erfolgen. Es ist dann vorteilhaft, wenn die Finanzierung oder

zumindest der Weg dazu in der Bewerbung dargestellt werden kann. Nur so kann man ein verlässliches Angebot unterbreiten und ein entsprechendes Gewicht in der Ausschreibung erhalten. Der Anlass könnte auch an anderen Standorten stattfinden. Es können, sich also auch andere Orte bewerben. Es gibt keine Garantie dafür, dass der Kanton Bern den Zuschlag erhalten wird. Aber wir müssen die Grundlagen dafür schaffen, und wenn wir in dieser Beziehung schneller und besser als andere sind, haben wir auch die Möglichkeit, weiterhin die SwissSkills hier durchführen zu können. Der Kanton Bern kann und muss also bereit sein und darf durchaus mit mehr Selbstbewusstsein auftreten. Damit meine ich, dass er sich klar zu den SwissSkills bekennt und den Antrag zur Durchführung kommuniziert, und dass er bestmögliche Grundlagen für ein Finanzierungskonzept ausarbeitet, in welches durchaus auch Private eingebunden werden können. Auf diese Weise würde er die besten Voraussetzungen schaffen, um bei der nächsten Ausschreibung bestehen zu können. Ich fasse zusammen: Wir Grünen sprechen uns für diese Motion aus, Punkt 1 nehmen wir ganz klar als Motion an, Punkt 2 auch mehrheitlich als Motion und Punkt 3 grossmehrheitlich als Postulat, weil man ja noch nicht ganz sicher ist, ob man das Geld auch braucht. Deshalb macht es sicher Sinn, für einen konkreten Finanzierungsvorschlag mehrere Varianten präsentieren zu können und vorbereitet zu sein, so dass man bereits über einen vorberatenen Entschluss verfügt, wie man vorgehen könnte, wenn es soweit ist. Ich danke Ihnen, wenn Sie diese Motion als Motion bzw. als Postulat unterstützen.

La présidente. Für die BDP-Fraktion spricht die Grossrätin Luginbühl. Versuchen Sie bitte, Ihre persönlichen Gespräche zu reduzieren. Es herrscht ein sehr grosser Lärmpegel im Saal.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (PBD). Ich danke meinen Vorrednerinnen und Vorrednern, speziell Grossrätin Hebeisen, für ihr flammendes Referat. Annegret Hebeisen hat eigentlich alles gesagt. Aber ich gebe gern die Meinung der BDP bekannt. Dass sich die Regierung in ihrer Antwort den eingereichten Vorstössen gegenüber positiv äussert, ist ein starkes Zeichen für unser duales Bildungssystem. Wer die Bilder der für die Schweiz erfolgreichen WorldSkills gesehen hat, weiss, wie stark wir Schweizer in der Berufsbildung tatsächlich sind. Dieser Erfolg klammert aber die harte Arbeit dieser Berufsleute ebenso wenig aus wie die Tatsache, dass die Rahmenbedingungen für solche Resultate von allen Beteiligten optimal ausgestaltet werden sollten. Alle Teilnehmer der WorldSkills haben sich ja vorgängig via Sektionsmeisterschaften über kantonale Ausscheidungen letztlich für die SwissSkills qualifiziert und können sich als Schweizermeister in ihren Berufsgattungen mit dem Rest der Welt an diesen WorldSkills messen. Dass die nächsten SwissSkills wieder in Bern stattfinden, ist super. Das freut nicht nur die BDP, sondern viele andere auch. Besonders freut es das Gewerbe und die Verbände. Es gilt zu beachten, dass die nationale Konkurrenz immer grösser wird. Die vorletzten SwissSkills fanden in der Zürcher Bahnhofhalle statt, und dies ist natürlich auch ein sehr guter Ort, der den Konkurrenzdruck sicher vergrössert.

Die BDP will politisch aber ein stärkeres Zeichen setzen als der Regierungsrat. Deshalb nimmt die BDP Punkt 1 und 2 klar und einstimmig als Motion an. Betreffend Punkt 3 gehen wir wie unsere Vorredner mit dem Regierungsrat einig, dass wir zuerst das Entlastungspaket von nächster Woche besprechen müssen. Wir wollen nicht heute bereits 2 Mio. Franken blockieren und dafür vielleicht anderes gefährden. In den Verhandlungen zwischen Bund, Kanton und Stadt sollen hier und heute deshalb keine fixen Beträge definiert werden. Vielmehr sollen die interessierten Gruppen zusammen ein Finanzierungskonzept erarbeiten. Ich bin der Meinung, dass man gewissermassen auf der grünen Wiese mit der Besprechung beginnen und die Freiheit der Aufteilung der finanziellen Beteiligungen wirklich diesen Gruppen überlassen soll. Wir möchten insbesondere verhindern, dass der Entscheid von heute die Entscheide von nächster Woche beeinflussen könnte. Unser gemeinsames Ziel sollte darin bestehen, die Berufsbildung nachhaltig zu stärken.

La présidente. Für die FDP-Fraktion spricht Grossrat Sommer.

Peter Sommer, Wynigen (PLR). Die SwissSkills und damit auch die Berufsbildung sind für die FDP eine wichtige und zentrale Aufgabe. Eine starke berufliche Bildung sorgt für gut ausgebildete Fachkräfte am Arbeitsmarkt. Dank der dualen Bildung ist ein vielseitiger Bildungsweg möglich, der für breit abgestützte Aufstiegs- und Entwicklungsmöglichkeiten steht. Im Turnus von vier Jahren finden zentrale Schweizermeisterschaften von allen dem Berufsbildungsgesetz unterstellten Berufen aus Handwerk, Industrie, Landwirtschaft etc. statt. Die SwissSkills haben klare Ziele: Die Berufsbildung soll weiterhin eine wertvolle Alternative zur gymnasialen Bildung mit vielfältigen Aufstiegs- und Ent-

wicklungsmöglichkeiten bleiben. Nicht zu vergessen ist die Plattform für die Branchen, auf welcher sie sich präsentieren und ihre Berufe zeigen können. Weiter bedeutet die Durchführung der SwissSkills für den Ausführungsort einen nicht zu unterschätzenden gesellschaftlichen und wirtschaftlichen Mehrwert. Wir erwarten deshalb, dass sich die Regierung für die weitere Durchführung der SwissSkills in Bern einsetzt. Die Konkurrenz in St. Gallen und Basel schläft nicht, wie wir gehört haben. Sie sitzt in den Startlöchern. Entsprechende Bemühungen in der Stadt Basel haben bereits stattgefunden. Deshalb werden wir Punkt 1 als Motion annehmen.

Trotzdem sehen wir das Ganze nicht als Staatsaufgabe an, insbesondere wenn es um die Finanzierung bzw. das Finanzierungskonzept geht. Punkt 2 sagt ja klar: «... ein Konzept für die Finanzierung mit interessierten Gruppen zu erarbeiten.» Dies ist aus unserer Sicht Aufgabe der SwissSkills. Der Kanton muss lediglich die gesetzlichen Grundlagen dafür schaffen, dass er zum Zeitpunkt einer Anfrage der SwissSkills reagieren könnte und dieses Geld nicht dem Lotteriefonds entnommen werden müsste. Deshalb werden wir Punkt 2 als Postulat zustimmen. Zu Punkt 3: Wir betrachten es als falsch, die erforderlichen finanziellen Mittel bereits heute festzulegen und bereitzustellen. Der heutige Zeitpunkt ist eher nicht dazu geeignet, dies auch mit Blick auf das Entlastungspaket. Sich bereits jetzt für eine spätere Ausführung auszusprechen, betrachten wir als verfrüht. Das bedeutet aber nicht, dass die FDP zum entsprechenden Zeitpunkt einer finanziellen Unterstützung nicht zustimmen wird. Wir unterstützen die SwissSkills, aber die Anfrage für einen Beitrag muss von SwissSkills selber kommen, wie ich bereits gesagt habe. Wir sind nicht der Meinung, dass wir schon heute die finanziellen Mittel bereitstellen müssen. Deshalb werden wir Punkt 2 und 3 als Postulat annehmen.

Katharina Baumann-Berger, Münsingen (UDF). Ja, wir sind alle stolz auf unser duales Bildungssystem. Es ist offensichtlich, dass alle Freude daran haben, wenn die SwissSkills hier in Bern stattfinden. Die EDU-Fraktion kann das Bedürfnis nach einer geregelten Finanzierung dieses Anlasses unterstützen. Wiederkehrende und regelmässige Projekte bedürfen eines guten Finanzierungskonzepts. Es ist ungewiss, ob die SwissSkills künftig wieder in Bern stattfinden werden. Deshalb begrüssen wir die erklärte Strategie des Regierungsrats. Insbesondere unterstützen wir, dass andere Finanzierungsoptionen unter Einbezug des Bundes, der Stadt Bern und privater Geldgeber, aber auch der Berufsverbände erarbeitet werden sollen. Auch wenn es etwas unschön ist, dass aus dem Lotteriefonds Geld für die Durchführung im Jahr 2018 bezahlt wird, sind wir uns doch alle einig, dass man diese Lotteriefonds-Gelder auch schlechter hätte einsetzen können. Die EDU-Fraktion unterstützt diesen Vorstoss als Postulat.

Daniel Trüssel, Trimstein (pvl). Ich kann mich relativ kurz fassen. Vieles wurde bereits gesagt. Mir ist es trotzdem wichtig zu betonen, warum gerade die KMU und das Gewerbe, welche diese Stellen mehrheitlich anbieten, dermassen wichtig sind für den Kanton Bern. Bern ist der grösste Industriekanton, und die KMU sind die wichtigsten Arbeitgeber. Uns sind die KMU immer am Herzen gelegen. Für uns von der glp sind die SwissSkills auch wesentlich wichtiger für die Stärkung der Berufslehre und von volkswirtschaftlich viel höherem Nutzen als alle Massnahmen der Volkswirtschaftsdirektion, wie etwa Geschenke, Prunkbauten oder direkte Unterstützungen. Die SwissSkills sind für den Kanton Bern viel wichtiger als die Tour de France und andere Prestigeveranstaltungen, die keine nachhaltige Wirkung entfachen. Wir alle sind auf die an den WorldSkills gezeigten Leistungen unserer ehemaligen Lernenden und jungen Berufsleute stolz. Der Kanton Bern war dort vorne mit dabei. Deshalb wird die glp Punkt 1 und 2 auch als Motion unterstützen und Punkt 3 als Postulat. Entschuldigen Sie, dass ich Sie bei Ihren wichtigen Gesprächen gestört habe.

La présidente. Dies würde ich mir ja nie erlauben zu sagen, Grossrat Trüssel. Wir sind am Ende der Fraktionssprecherinnen und -sprecher und kommen nun zu den Einzelsprechenden.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Ich möchte nicht mehr viel sagen. Es wurde heute sehr gut über diesen Vorstoss debattiert. Ich möchte nur noch im Namen aller Arbeitnehmenden in diesem Kanton sagen, dass wir die SwissSkills ebenfalls in Bern durchführen möchten und es wichtig finden, dass der Kanton Bern sie unterstützt. Auch anhand der Gastrobranche sieht man, wie wichtig diese Wettbewerbe für den Berufsstolz dieser Leute sind und wie letztere für diese Wettbewerbe brennen. Gestern haben mir betroffene Personen erzählt, wie viele Stunden sie für diese Wettbewerbe investieren. Das ist sehr gut für unsere Berufsbildung. Dazu gehört auch, dass wir zeigen können, wie

wichtig diese Berufe sind, und den Berufsstolz fördern können. Deshalb bitte ich Sie auch aus Sicht der Arbeitnehmenden, den Vorstoss zu unterstützen.

La présidente. Der Motionär wünscht das Wort.

Markus Wenger, Spiez (PEV). Herzlichen Dank für die positiven Rückmeldungen. Ich denke, dass die Berufsbildung für uns im Kanton Bern eine spezielle Bedeutung hat. Sie ist es wert, dass wir für sie eintreten. Wir haben von den Fraktionssprechenden verschiedentlich gehört, dass Punkt 3 schwammig sei, was natürlich richtig ist. Wenn wir dort fordern, die erforderlichen Mittel bereit zu stellen, haben wir damit nie beabsichtigt, irgendwelche Schleusen für grenzenlose Finanzflüsse zu öffnen. Deshalb macht es Sinn, Punkt 3 in ein Postulat zu wandeln. Was Punkt 1 betrifft, wollen wir die SwissSkills wirklich hier in Bern durchführen. Punkt 2, der besagt, dass man frühzeitig an die Finanzierung herangehen muss, vielleicht verbunden mit einer Gesetzesanpassung, ist ebenfalls wichtig. Deshalb bitte ich Sie, bei Punkt 1 und Punkt 2 den Vorstoss als Motion zu überweisen und bei Punkt 3 als Postulat den grünen Knopf zu drücken.

La présidente. Als nächstes erteile ich Regierungsrat Pulver das Wort.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Danke für diese Debatte und danke für Ihre Unterstützung der SwissSkills. Wir haben uns als Kanton sehr intensiv für die SwissSkills 2014 und für die Wiederaustragung 2018 in Bern eingesetzt. Sehr viele Leute haben sich dafür eingesetzt. Auch der Amtschef des Mittelschul- und Berufsbildungsamtes, Theo Ninck, der sich dafür persönlich sehr engagiert hat. Uns ist es wirklich ein Anliegen, dass die SwissSkills wieder in Bern stattfinden. Wer schon dort anwesend war, weiss, dass sich dies lohnt und es auch ein sehr berührender Anlass ist, nicht nur eine Leistungsschau, sondern auch eine Schau von Jugendlichen, von jungen Erwachsenen, die zeigen, dass man an seiner Tätigkeit Freude haben kann. Ich habe noch nie einen Anlass erlebt, an dem Zehntausende von Schülerinnen und Schülern so diszipliniert und ruhig durch eine Messe gehen. Ich hatte damit gerechnet, dass es sehr laut zugehen würde, aber es blieb erstaunlich leise, weil ihre Peers, die Gleichaltrigen, an der Arbeit waren bzw. an einem Wettbewerb teilnahmen und zeigten, dass man an seinem Beruf auch schlicht Freude haben kann. Aus dieser Perspektive könnte man diese SwissSkills auch durch die Krankenkassen unterstützen lassen, weil es unserer Gesundheit sehr zuträglich wäre zu sehen, dass man seine Tätigkeit auch mit Überzeugung und Freude ausführen kann. Ich finde, dass einer der Lernaspekte der SwissSkills viel zu wenig Beachtung findet, nämlich, dass es sich um die grösste Veranstaltung gegen den «Läckmer» handelt, die es zu diesem Zeitpunkt in der Schweiz gegeben hat.

Gleichzeitig ist es eine äusserst wichtige Leistungsschau der Berufsbildung, und Sie wissen, dass uns im Kanton Bern die Berufsbildung sehr stark am Herzen liegt. Wir geben überdurchschnittlich viel für die Berufsbildung aus, wie auch die interkantonalen Vergleiche zeigen. Der Kanton Bern ist ein Berufsbildungskanton, und deshalb möchten wir die SwissSkills in Bern haben. Es hat auch in der Bevölkerung viel ausgelöst, dass die Berufsausbildungen eine so hohe Wertschätzung genießen. Der Bund engagiert sich sehr stark für die SwissSkills. Aber auch die Organisationen der Arbeitswelt (OdA) tun dies sehr stark: einerseits, indem sie die SwissSkills durchführen und dabei die Infrastruktur in Form von Maschinen und anderem bereitstellen, und andererseits mit hohen finanziellen Beiträgen für die Durchführung der entsprechenden Auftritte an diesem Anlass. Der Bund hat sich auch dafür engagiert, dass alle Volksschülerinnen und Volksschüler in diesem Jahr für 20 Franken inklusive Transport an diesem Anlass teilnehmen können. Das Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation (SBFI) hat sich damit über seinen Beitrag hinaus für die SwissSkills eingesetzt. Man kann also nicht behaupten, der Bund engagiere sich nicht. Der Bund hat sich sehr stark engagiert, ebenso wie der Kanton.

Nun verstehe ich, dass Sie sich fragen, warum der Regierungsrat die Motion nur als Postulat entgegennehmen will. Die Antwort hat der Regierungsrat in diesem Frühling erarbeitet, als die Motion eingereicht wurde, also zu einem Zeitpunkt, als er daran war, ein Sparpaket zu schnüren. Dieses betraf auch das Mittelschul- und Berufsbildungsamt mit einer Einsparung von 17 Mio. Franken. Sie werden nächste Woche beispielsweise auch über die Kürzung des Beitrags an die Gartenbauschule Hünibach diskutieren. Der Regierungsrat hätte es als ein merkwürdiges Signal angesehen, beim Mittelschul- und Berufsbildungsamt einerseits Kürzungen von 17 Mio. Franken vorzunehmen und gleichzeitig eine dieser Millionen andernorts gleich wieder auszugeben. Deshalb hat der Regierungsrat beschlossen, diese Motion nur als Postulat anzunehmen. Zwischen Postulat und Motion

besteht nur eine kleine Differenz. Hier verhält es sich fast gleich wie beim vorangegangenen Vorstoss: Egal, was Sie beschliessen, werden wir uns mit Sicherheit dafür einsetzen, dass die SwissSkills wieder in Bern durchgeführt werden. Wir sind auch bereit, uns finanziell zu engagieren. Man kann sich fragen, ob man nicht den Lotteriefonds beanspruchen sollte. Andere Kantone finanzieren solche Dinge aus dem Lotteriefonds. Ob es sich wirklich um einen wiederkehrenden Anlass handelt, wenn man sich alle 4 Jahre dafür bewerben muss, damit er wieder in Bern durchgeführt wird, ist ebenfalls diskutabel. Ob eine Klausel sinnvoll ist, die besagt, dass der Lotteriefonds die nächsten 600 Jahre nicht mehr für eine Ausführung der SwissSkills wird aufkommen müssen (*Hilarité*) – es handelt sich meiner Erinnerung nach um zehn Jahre – kann man sich fragen. In welcher Form sich der Kanton engagiert, muss noch näher betrachtet werden, aber, dass er sich engagieren will, ist für den Regierungsrat klar. In diesem Sinn beantragt der Regierungsrat ein Postulat. Danke für Ihre Unterstützung.

La présidente. Wir kommen zur Abstimmung. Wer Ziffer 1 als Motion annehmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 151

Non 0

Abstentions 0

La présidente. Sie haben Ziffer 1 einstimmig angenommen. Wer Ziffer 2 als Motion annimmt, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 150

Non 0

Abstentions 0

La présidente. Sie haben die Ziffer 2 einstimmig angenommen. Wir kommen zu Ziffer 3 als Postulat. Wer die Ziffer 3 annimmt, stimmt Ja, wer sie ablehnt, stimmt Nein.

Vote (adoption du ch. 3 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Adoption sous forme de postulat

Oui 150

Non 0

Abstentions 1

La présidente. Sie haben Ziffer 3 als Postulat angenommen.

